

RAPPORT DE LA TROISIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL *AD HOC* MIXTE FAO/OMI SUR LA PÊCHE ILLICITE, NON DECLAREE ET NON REGLEMENTEE ET SUR LES QUESTIONS CONNEXES

Londres (Royaume-Uni), 16–18 novembre 2015

OUVERTURE DE LA SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL MIXTE

1. La troisième session du Groupe de travail *ad hoc* mixte FAO/OMI sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) et sur les questions connexes s'est tenue à Londres (Royaume-Uni), du 16 au 18 novembre 2015. Les gouvernements des pays suivants, ainsi que l'Union européenne (organisation membre), y ont représenté l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO): Australie, Chili, États-Unis d'Amérique, Ghana, Iran (République islamique d'), Japon et Philippines. Les gouvernements des pays suivants y ont représenté l'Organisation maritime internationale (OMI): Argentine, Canada, Îles Cook, Danemark, Libéria, Norvège, République de Corée, et Turquie. L'Algérie, l'Angola, le Brésil, la Côte d'Ivoire, la Dominique, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Indonésie, le Mexique, le Panama, le Pérou, la Pologne, la République arabe syrienne et Vanuatu y ont participé en tant qu'observateurs. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), de la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Institut de génie et des sciences et technologies maritimes (IMarEST), de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), des Fonds caritatif PEW, de la Fédération mondiale pour la protection des animaux et du Fonds mondial pour la nature (WWF), ainsi que des experts techniques de *Information Handling Services Maritime and Trade* (IHSM), responsables des systèmes OMI de numéros d'identification des navires, et de la compagnie et du propriétaire inscrit, étaient eux aussi présents.

2. On trouvera en annexe: l'ordre du jour de la session (annexe 1); la liste des participants (annexe 2); la liste des documents élaborés pour la session (annexe 3); le document de travail donnant des indications sur les points de l'ordre du jour (annexe 4); le mandat du Groupe de travail mixte (annexe 5).

3. La session du Groupe de travail mixte a été ouverte par le Secrétaire général de l'OMI, M. Koji Sekimizu, qui a accueilli les participants au siège de l'Organisation. Dans sa déclaration liminaire, il a souligné l'importance de l'OMI, qui réglemente avec beaucoup de succès, depuis plus d'un demi-siècle, le transport maritime international sous de nombreux aspects. S'il s'est félicité de l'entrée en vigueur récente de la Convention internationale de 1995 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW), il s'est dit vivement préoccupé par la lenteur du processus d'adoption de l'Accord du Cap de 2012, comme il l'avait fait dans son discours au Comité des pêches de la FAO à sa trente et unième session, en juin 2014. Rappelant que la pêche INDNR représentait pour le secteur halieutique mondial un problème grave qui nuisait à la sécurité, à l'environnement, à la conservation et à la durabilité, il a souligné que le Groupe de travail mixte jouait un rôle important en faveur de la mise en place d'un cadre juridique solide pour la sécurité des navires de pêche et du personnel employé à leur bord, contribuant ainsi à la lutte contre la pêche INDNR. À cet égard, il a mis l'accent sur la nécessité, pour les organismes du système des Nations Unies (FAO, OMI, et d'autres, comme l'OIT) de n'épargner aucun effort pour œuvrer ensemble dans la même direction en respectant le principe d'unité d'action à l'échelle du système. La déclaration liminaire de M. Sekimizu figure à l'annexe 6.

4. Le Directeur de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, M. Lahsen Ababouch, a lui aussi souhaité la bienvenue aux participants et remercié l'OMI et son Secrétaire général, M. Koji Sekimizu, d'accueillir la session. À son tour, il a insisté sur l'importance de la lutte contre la pêche INDNR, qui continue de menacer le caractère durable des pêches, ainsi que la productivité et la santé des écosystèmes et la capacité d'adaptation de nombreuses communautés de pêcheurs artisanaux à travers le monde, dont les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dépendent de ce secteur essentiel. À cet égard, il a mentionné une conférence de haut niveau récemment organisée à Dakar (Sénégal) par la Banque africaine de développement, le Cabinet présidentiel sénégalais et d'autres partenaires sur le thème *Feeding Africa* («Nourrir l'Afrique»), où la pêche INDNR et ses conséquences dévastatrices sur la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés côtières africaines ont été mises en évidence comme constituant une menace majeure. Le Directeur de la Division a ensuite expliqué pourquoi le Groupe de travail mixte avait été créé et indiqué en quoi ses réunions avaient contribué à mieux faire prendre conscience de cette menace et à mobiliser la communauté internationale pour qu'elle mette au point des initiatives, des instruments et des outils de lutte contre la pêche INDNR qui définissent clairement les fonctions et responsabilités à trois niveaux complémentaires: États du pavillon, États du port et États du marché. Il a indiqué que le Comité des pêches s'était félicité de nombreuses reprises de la collaboration de longue date entre l'OMI, l'OIT et la FAO, en particulier sur les questions liées à la sécurité en mer dans l'industrie de la pêche, en appelant à son renforcement. Lors de la réunion du Comité des pêches de 2014, de nombreux membres ont insisté sur le lien entre la sécurité en mer d'une part, et le travail forcé et la pêche INDNR d'autre part. À cet égard, ils se sont rapportés à la Convention de 2007 de l'OIT sur le travail dans la pêche et à l'Accord du Cap de 2012. À la même réunion, M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, évoquant une réunion avec le Secrétaire général de l'OMI sur les moyens de renforcer la collaboration entre les organisations, en particulier concernant la mise en œuvre de l'Accord du Cap, a indiqué que bien que cet instrument soit une convention de l'OMI, la FAO et l'industrie de la pêche pouvaient beaucoup aider à sa mise en œuvre. On trouvera le texte intégral de l'intervention de M. Ababouch à l'annexe 7.

ORGANISATION DE LA SESSION

5. M. Lawrence D. Barchue, Directeur du Département d'audit des États Membres et d'appui à l'application des instruments (OMI), a indiqué comment la session allait s'organiser.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

6. M. Johan Williams, Directeur-spécialiste au Département des pêches et de l'aquaculture du Ministère norvégien du commerce, de l'industrie et des pêches, a été élu Président. Il a remercié les participants de leur soutien. M. Ichiro Nomura, Conseiller au Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et des pêches, a été élu Vice-Président.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

7. Le Président a demandé aux participants de faire part de leurs observations concernant l'ordre du jour. Il a été suggéré que le Secrétariat de la FAO fasse un exposé sur la pêche INDNR avant l'examen des progrès réalisés dans l'application de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Avec ces commentaires, le Groupe de travail mixte a adopté l'ordre du jour figurant à l'annexe 1.

PRESENTATION DE LA PÊCHE INDNR

8. Le Secrétariat de la FAO a fait une présentation sur la pêche INDNR en décrivant en détail: la définition qui en est donnée dans le Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INDNR); l'incidence négative de la pêche INDNR sur le processus de gestion des pêches; les instruments contraignants et non contraignants

de lutte contre la pêche INDNR; l'importance du suivi, du contrôle et de la surveillance; et les difficultés rencontrées. Parmi les points à améliorer, il a souligné la nécessité de disposer de cadres juridiques et de cadres de gouvernance solides, et de renforcer les capacités des États en développement.

9. Si la pêche illégale n'a jamais cessé d'être pratiquée depuis l'adoption de lois visant à réguler les pêches, la notion de pêche «illicite, non déclarée et non réglementée» est relativement nouvelle. Cette expression, apparue au cours des vingt dernières années, est très largement employée depuis l'approbation du PAI-INDNR. Dans cet instrument, la pêche INDNR s'entend dans une acception large qui englobe: i) la pêche et les activités connexes contrevenant aux lois nationales, régionales et internationales; ii) la non-déclaration, déclaration erronée ou sous-déclaration des informations relatives aux activités de pêche et aux prises; iii) les activités de pêches menées par des navires apatrides; iv) les activités de pêche menées dans la zone de compétence d'une organisation régionale de gestion des pêches par des navires battant pavillon d'un État non partie à cette organisation; et v) les activités de pêche non réglementées par des États qui, de ce fait, ne peuvent pas être surveillées et contrôlées facilement.

10. Au niveau mondial, la pêche INDNR représenterait un coût de 10 à 23,5 milliards d'USD par an, les États en développement étant les plus touchés par ce phénomène¹. La pêche INDNR nuit entre autres à la gestion durable des pêches, favorise une concurrence déloyale avec les produits comestibles de la mer issus de pratiques durables, et menace la sécurité alimentaire et la stabilité socioéconomique dans de nombreuses parties du monde, en ce qu'elle fait baisser la productivité des pêches licites, y compris des pêches de subsistance et artisanales des zones côtières.

PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DE L'ACCORD DE LA FAO RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT VISANT A PREVENIR, CONTRECARRER ET ELIMINER LA PECHE ILLICITE, NON DECLAREE ET NON REGLEMENTEE

11. Le Secrétariat de la FAO a commencé par faire une présentation générale de l'Accord. Entériné par la FAO en novembre 2009, ce dernier offre un cadre international pour l'adoption et la mise en place de mesures efficaces, du ressort de l'État du port, en vue d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources biologiques marines et des écosystèmes marins. L'Accord comporte entre autres des dispositions concernant la procédure obligatoire de notification et d'approbation pour l'accès ou le refus d'accès aux ports, l'utilisation des ports, et la conduite de procédures d'inspections. Il a par ailleurs été précisé au Groupe de travail mixte que l'Accord était mis en œuvre au niveau régional par l'intermédiaire des organisations régionales de gestion des pêches.

12. La délégation de l'Espagne a présenté une approche intégrée de la pêche INDNR fondée sur l'expérience acquise par son pays dans ce domaine, dans le contexte du cadre juridique national et européen. Elle a par ailleurs donné des détails sur les opérations «Sparrow 1» et «Sparrow 2». La délégation de l'Espagne a encouragé les États Membres à collaborer et à s'apporter une assistance mutuelle en matière de lutte contre la pêche INDNR. Elle a fait savoir que son pays avait versé 250 000 EUR à la FAO pour contribuer au développement du Fichier mondial pour la lutte contre la pêche INDNR.

13. À l'issue de ces exposés, le Groupe de travail mixte a tenu un débat, au cours duquel il a été souligné combien il importait de favoriser la coordination institutionnelle à tous les niveaux, la complémentarité avec les institutions nationales existantes en matière d'inspection des ports, la collaboration avec les différents régimes de contrôle des navires par l'État du port, et le renforcement des capacités, ainsi que la nécessité d'éviter les redondances et les inspections multiples.

¹ David J Agnew, John Pearce, Ganapathiraju Pramod, Tom Peatman, Reg Watson, John R Beddington, Tony J Pitcher (2009) *Estimating the Worldwide Extent of Illegal Fishing*. PLoS ONE 4(2): e4570.

14. Plusieurs États Membres ont tenu le Groupe de travail mixte informé des initiatives qu'ils menaient dans le but de renforcer les capacités et de donner effet à l'Accord. En ce qui concerne la complémentarité entre les régimes de l'Accord et du contrôle de l'État du port, les participants ont fait observer que les impératifs n'étaient pas les mêmes et qu'il était donc nécessaire d'harmoniser les dispositions relatives à l'accès aux ports et à l'utilisation de ceux-ci, en tenant compte des différents objectifs des deux régimes d'inspection.

15. La délégation de l'Espagne a soulevé la nécessité de mieux faire le lien entre la sécurité des navires et la lutte contre la pêche illicite, notamment en coordonnant les efforts menés aux plans national ou régional dans le cadre de la réglementation des pêches et du contrôle par l'État du port, par exemple en tirant parti des éléments non couverts par les régimes de contrôle de l'État du port pour lancer des inspections par les administrations de gestion des pêches, et vice versa.

16. Le Groupe de travail mixte a recommandé:

- a) aux Secrétariats de la FAO, de l'OMI et de l'OIT, aux États Membres et aux organisations régionales, notamment aux organes régionaux des pêches, de faire valoir les bienfaits de la mise en œuvre de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, encourageant ainsi les États à en devenir parties;
- b) au Secrétariat de la FAO, en coopération avec ceux de l'OMI et de l'OIT si nécessaire, et avec les États, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, de trouver des stratégies et d'envisager la mise en place de programmes conjoints de renforcement des capacités, pour une mise en œuvre renforcée des instruments internationaux de lutte contre la pêche INDNR, et en particulier de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en tenant compte des rôles de toutes les organisations internationales et régionales concernées; et
- c) à la FAO, en coopération avec l'OMI et l'OIT, et si nécessaire, avec les régimes de contrôle des navires par l'État du port et les organes régionaux des pêches, d'encourager la mise en œuvre coordonnée de l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, d'autres types d'inspections pouvant être menés.

UTILISATION DU SYSTÈME DE NUMÉROS OMI D'IDENTIFICATION DES NAVIRES (RÉSOLUTION A.1078(28)) DANS LE CONTEXTE DU FICHER MONDIAL DE LA FAO DES NAVIRES DE PÊCHE, DES NAVIRES DE TRANSPORT FRIGORIFIQUE ET DES NAVIRES DE RAVITAILLEMENT

17. Le Secrétariat de la FAO a introduit ce point de l'ordre du jour et fait un rappel au sujet du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement (Fichier mondial), en précisant son objectif, les progrès réalisés à ce jour, et le processus suivi pour avancer dans la mise en œuvre du programme.

18. Dans le même contexte, la délégation des États-Unis d'Amérique a présenté sa proposition (JWG 3/6/2) visant à étudier la possibilité d'étendre l'application du numéro OMI à l'ensemble des navires de pêche exerçant des activités en dehors des eaux relevant des juridictions nationales.

19. Le WWF, s'exprimant également au nom de l'IHSM, a pour sa part suggéré (JWG 3/6, 3/6/1 et Corr.1) d'étendre l'application du numéro OMI à l'ensemble des navires de pêche pontés à moteur fixe, de tout type de coque et d'une longueur HT supérieure à 12 mètres, disposant d'une autorisation en cours de validité et figurant sur la liste des navires d'une organisation régionale de gestion des pêches, et a

proposé un échange régulier de données sur les flottes entre l'IHSM et les administrations des pêches du pavillon d'une part, et l'IHSM et les organisations régionales de gestion des pêches d'autre part.

20. Le Groupe de travail mixte a été informé du fait que l'OIT faisait référence au numéro OMI pour les navires de pêche dans ses directives relatives à l'inspection de l'État du port concernant les conditions de travail et de vie à bord des navires de pêche, et que la législation des différents États et les recommandations d'un certain nombre d'organisations régionales de gestion des pêches avaient été mises à jour afin de rendre le numéro OMI obligatoire pour certaines catégories de navires.

21. Tout en notant que les avantages présentés par le système de numéros OMI des navires de pêche allaient au-delà du contexte du Fichier mondial, le Groupe de travail mixte s'est inquiété du caractère prématuré de la proposition visant à étendre l'application de ce système aux navires de pêche d'un tonnage brut inférieur à 100. Il a néanmoins jugé intéressant d'étudier la faisabilité et les incidences financières de cette proposition. En réponse à une suggestion de l'Espagne, le Groupe de travail mixte a indiqué qu'il préférerait ne pas se limiter aux navires de pêche exerçant leurs activités dans des zones situées en dehors des limites des juridictions nationales, mais étudier l'extension du numéro OMI aux petits navires en général, et renforcer les restrictions dans un second temps, en fonction des résultats de l'étude ainsi menée. Il s'est par ailleurs opposé à ce qu'un autre système soit mis au point pour attribuer un identifiant unique (UVI), dans le cadre du Fichier mondial, aux navires n'entrant pas dans les critères de la Phase 1, c'est-à-dire d'un tonnage brut inférieur à 100.

22. Le Groupe de travail mixte a ensuite mis en avant les difficultés liées à l'éventuelle application aux navires de pêche du système OMI d'attribution d'un numéro d'identification unique aux compagnies et aux propriétaires inscrits.

23. Il a pris note des inquiétudes de certains Membres de la FAO concernant l'échange d'informations entre les administrations des pêches de l'État du pavillon ou les organisations régionales de gestion des pêches et l'IHSM. Le Groupe de travail mixte a pris acte du mode de gestion de cet échange d'informations dans la marine marchande.

24. Le Groupe de travail mixte a recommandé:

- a) aux Secrétariats de l'OMI et de la FAO, et si nécessaire au Secrétariat de l'OIT, d'œuvrer ensemble à la mise en place d'un système de collecte de données auprès des États et autres fournisseurs de données, en tant que de besoin, aux fins du développement du Fichier mondial;
- b) à la FAO et l'OMI de faire progresser la mise en œuvre de la Phase 1 du Fichier mondial, en envisageant son application aux navires de pêche pontés à moteur fixe de tous types de coque et de 100 GT et plus, en envisageant éventuellement d'étendre le champ d'application du système OMI d'attribution d'un numéro d'identification, si nécessaire. Toute extension aux navires n'entrant pas dans les critères de la Phase 1 du Fichier mondial devrait être subordonnée au succès de la mise en œuvre de cette phase;
- c) à la FAO et à l'OMI d'étudier la possibilité d'étendre l'application du système OMI d'attribution d'un numéro aux navires de pêche d'un tonnage brut inférieur à 100 GT; et
- d) à l'OMI, en coopération avec la FAO, de réfléchir à des mécanismes, sous réserve qu'ils soient applicables, d'échange régulier de données entre les administrations des pêches du pavillon et l'IHSM concernant la flotte de navires de pêche, à l'appui de la mise en œuvre du système OMI d'attribution d'un numéro dans le contexte du Fichier mondial et d'autres cadres réglementaires et non réglementaires.

EXAMEN DES MOYENS EXISTANTS POUR L'IDENTIFICATION, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DES NAVIRES

25. Le Secrétariat de la FAO a présenté ce point de l'ordre du jour en donnant d'abord des informations générales sur les recommandations issues de la deuxième session du Groupe de travail mixte, avant de passer en revue les moyens existants pour l'identification, le suivi et la surveillance des navires. Le Groupe de travail mixte a été informé des trois systèmes principaux de suivi et de surveillance des navires: le système de surveillance des navires par satellite (SSN), le système d'identification automatique (AIS), et le système d'identification et de suivi des navires à grande distance (LRIT).

26. À l'issue de l'exposé de la FAO, la délégation des États-Unis d'Amérique a présenté l'initiative *Sea Scout* de lutte contre la pêche INDNR (JWG 3/7/1). Cette initiative vise, entre autres, à déterminer des «points chauds» régionaux de la pêche INDNR. La délégation des États-Unis a invité les États et autres participants du Groupe de travail mixte à envisager d'œuvrer ensemble au développement de cette initiative.

27. Le WWF et le Fonds caritatif PEW ont présenté un document conjoint (JWG 3/7) dans lequel ils envisagent d'imposer les exigences réglementaires du système d'identification automatique aux navires de pêche. Le Groupe de travail mixte a pris acte du fait que ce système était déjà utilisé pour les navires de pêche par certains États. Dans ces États, des modules d'identification automatique de classe A sont exigés à bord des grands navires de pêche, en particulier des navires de plus de 15 mètres de long, malgré le coût plus élevé, tandis que les plus petits navires sont encouragés à embarquer des modules de classe B. Le Groupe de travail mixte a évoqué l'importance des systèmes de suivi et de surveillance pour le suivi des pêches et l'application des règlements en la matière et a indiqué que ces systèmes devraient être inviolables.

28. Certaines délégations ont fait observer que le système de surveillance des navires par satellite était principalement utilisé pour le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches et que l'accent devait être mis sur sa mise en œuvre effective. Pour ces délégations, la législation nationale exige un système de surveillance des navires par satellite. Demander en sus l'installation d'un système d'identification automatique à bord des navires de pêche risque de créer une certaine confusion.

29. Le Groupe de travail mixte a été informé du fait que le système de surveillance des navires par satellite et le système d'identification automatique servaient des objectifs différents, à savoir la gestion des pêches et la sécurité de la navigation, respectivement. Le système d'identification automatique est utile à bord des navires de pêche, mais compte tenu de leurs différences, les deux systèmes devraient rester distincts. Certains États ont proposé de traiter cette question dans le cadre de l'Accord du Cap. L'OMI a précisé que la plupart des systèmes d'identification automatique utilisaient la radiotransmission VHF pour la communication entre les modules embarqués et les stations terrestres et qu'un système d'identification automatique par satellite était en cours de mise au point. Le Groupe de travail mixte est convenu qu'il était nécessaire d'étudier plus en détail l'utilisation des trois systèmes.

30. Le Groupe de travail mixte a recommandé que l'OMI et la FAO continuent de mettre en commun leurs expériences en ce qui concerne la mise au point et la maintenance de systèmes SSN, d'identification automatique et LRIT, en tenant compte des avantages et des inconvénients de chacun de ces systèmes.

EVALUATION DE LA CONDUITE DES ÉTATS DU PAVILLON

31. Le Secrétariat de la FAO a présenté ce point de l'ordre du jour en mettant en lumière les Directives volontaires relatives à la conduite de l'État du pavillon, entérinées par la FAO en 2014. Bien que ces directives soient non contraignantes, elles prennent principalement en compte les responsabilités de l'État du pavillon à l'égard de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée en 1982. Les Directives volontaires complètent les mesures de l'État du port prévues dans l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et offrent un cadre pour l'évaluation de la conduite des États du pavillon.

32. Le Secrétariat de l'OMI a présenté un historique de l'évolution de la procédure d'auto-évaluation de la conduite de l'État du port, adoptée en 2001, qui a jeté les bases du Programme facultatif d'audit des États Membres de l'OMI (VIMSAS), adopté en 2003, devenu en définitive le Programme obligatoire d'audit des États Membres de l'OMI (IMSAS), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

33. Dans le cadre de l'examen de ce point de l'ordre du jour, le Groupe de travail mixte a évoqué les questions liées aux responsabilités de l'État du pavillon, à l'attribution d'un pavillon aux navires ou à son retrait, au mécanisme mis en place par l'OMI pour les évaluations de l'État du pavillon, aux initiatives nationales visant à empêcher l'utilisation des ports par les navires de pêche battant le pavillon d'États ne respectant pas la réglementation, et a souligné qu'il importait d'aider les États Membres à assumer efficacement leurs responsabilités d'États du pavillon.

34. Le Groupe de travail mixte a recommandé que la FAO partage avec l'OMI les informations dont elle dispose concernant la mise en œuvre des Directives volontaires relatives à la conduite de l'État du pavillon et qu'elle étudie, en coopération avec les Secrétariats de l'OMI et de l'OIT si nécessaire, la façon dont les Directives pourraient être mises en œuvre efficacement, parallèlement aux autres instruments pertinents adoptés par l'OMI et l'OIT.

MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX NAVIRES DE PECHE

35. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Secrétariat de la FAO, qui a fait part des importants travaux de renforcement des capacités menés par son organisation en Somalie dans le but de s'attaquer aux causes profondes de la piraterie au large de ce pays. Le Secrétariat de l'OMI a présenté une partie des initiatives menées par son organisation, en particulier par l'intermédiaire de son Comité de la sécurité maritime, pour lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis contre des navires, et mettre au point des recommandations à l'intention des gouvernements pour prévenir et éliminer ces actes (MSC.1/Circ.1333/Rev.1), ainsi que des directives à l'intention des propriétaires, exploitants, capitaines et équipages de navires à cet égard (MSC.1/Circ.1334). En outre, les principes directeurs relatifs aux meilleures pratiques élaborés par l'industrie maritime et spécifiques à la Somalie (MSC.1/Circ.1339) sont assortis d'une annexe spécifique (annexe F) comportant des orientations concernant spécifiquement les navires de pêche.

36. Le Groupe de travail mixte a noté que, en mai 2012, des accords de partenariat stratégique avaient été conclus entre la FAO, l'OMI, le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Union européenne. Par ces accords, les signataires se sont engagés à améliorer la coordination, à renforcer les capacités maritimes des États ainsi que leurs capacités de lutte contre la piraterie dans l'ouest de l'océan Indien et dans le golfe d'Aden, et à offrir des solutions de remplacement viables et durables à la piraterie en Somalie.

37. À cet égard, le Groupe de travail mixte a recommandé que le Secrétariat de la FAO, en coopération avec celui de l'OMI, mette les informations sur la piraterie et les vols à main armée visant

des navires et autres questions de sécurité, susceptibles d'intéresser le secteur halieutique, à la disposition des Membres de la FAO ainsi que des organes régionaux des pêches.

CONVENTION SUR LE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE LA PECHE ADOPTEE PAR L'OIT EN 2007, Y COMPRIS LES DIRECTIVES SUR L'ÉTAT DU PAVILLON ET SUR L'ÉTAT DU PORT

38. Le Secrétariat de l'OIT a présenté le point de l'ordre du jour, qui correspond aux documents JWG 3/4 et JWG 3/10. La Convention sur le travail dans la pêche (Convention n° 188), telle qu'elle a été adoptée en 2007, a pour objectif de garantir aux pêcheurs des conditions de travail décentes à bord des navires de pêche et énonce à cet effet un certain nombre de conditions minimales requises pour le travail à bord, les conditions d'emploi, le logement et l'alimentation, la protection de la sécurité et de la santé au travail, les soins médicaux et la sécurité sociale. Elle s'applique à tous les pêcheurs et navires de pêche participant à des activités de pêche commerciale. Il est prévu que la Convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été ratifiée par dix membres, dont huit États côtiers. À ce jour, elle a été ratifiée par cinq pays.

39. Dans ce contexte, l'OIT a adopté, respectivement en 2010 et 2015, des directives opérationnelles générales à l'intention des agents de l'état du port chargés des contrôles au titre de la Convention sur le travail dans la pêche, ainsi que des directives pour le contrôle par l'État du pavillon en vue de l'application de la Convention de 2007 sur le travail dans la pêche, afin d'aider les États du port, les États du pavillon et autres à exercer efficacement leur juridiction et leur contrôle sur les navires, de façon à respecter les lois, règlements et autres mesures nationales par lesquelles la Convention n° 188 est mise en œuvre.

40. En outre, l'OIT accorde une attention accrue au travail forcé, y compris à la traite des êtres humains, dans le secteur de la pêche, et les efforts qu'elle déploie pour améliorer la condition des pêcheurs se traduisent par diverses initiatives concrètes, notamment le Projet Triangle GM.

41. Le Groupe de travail mixte a pris note de l'importance de la sécurité en mer dans le secteur halieutique et le lien entre cette question et celle du travail forcé; il a également pris note de ce que le Comité des pêches, en 2014, s'était félicité de la coopération efficace qui avait été établie à cet égard entre la FAO, l'OIT et l'OMI.

42. Le Groupe de travail mixte a examiné le document JWG 3/10/1 (États-Unis d'Amérique), qui donnait des informations sur les graves atteintes qui sont portées aux droits de l'homme, la traite des êtres humains, le travail forcé et l'exploitation qui sont pratiqués à bord de navires de pêche, parfois simultanément à la pêche INDNR, et propose que, à l'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'OIT, l'OMI, la FAO et d'autres organisations internationales devraient envisager des moyens de mieux comprendre le lien entre le travail forcé et le secteur halieutique et réfléchir aux mesures qui pourraient être prises pour lutter contre ces pratiques.

43. À l'issue des débats, le Groupe de travail mixte a recommandé:

- a) aux Secrétariats de la FAO et de l'OMI, de coopérer avec le Secrétariat de l'OIT dans le cadre d'activités visant à promouvoir la Convention sur le travail dans la pêche (2007) (Convention n°188), les normes de l'OIT concernant le travail forcé, y compris la traite des êtres humains, en gardant à l'esprit que ces instruments peuvent être utiles à la lutte contre la pêche INDNR, et que la pêche INDNR est susceptible de favoriser des conditions de travail en dessous des normes du secteur;
- b) à la FAO de collaborer, en tant que de besoin, avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'OIT et Interpol, afin de sensibiliser les différents acteurs au travail

- forcé, notamment à la traite d'êtres humains, dans le secteur halieutique, et de réfléchir à des initiatives susceptibles de lutter contre ces fléaux; et
- c) à la FAO de réfléchir aux liens entre les questions de gouvernance des pêches, d'industrie des produits comestibles de la mer et de travail forcé, en coopération avec l'OMI et l'OIT.

DEBRIS MARINS

44. Le Secrétariat de la FAO a fait une présentation sur les engins abandonnés, perdus ou rejetés. Il a indiqué que ceux-ci représentaient une part importante des débris marins et que le rejet en mer de matériel de pêche contrevient à l'Annexe V de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (Convention MARPOL). Les liens entre les engins abandonnés, perdus ou rejetés et la pêche INDNR ont été mis en évidence, notamment les pratiques consistant pour les pêcheurs à se débarrasser de leurs engins de pêche lorsqu'ils risquent d'être pris en flagrant délit de pêche INDNR, lorsque leurs équipements sont usés, ou lorsque l'accès au port leur est refusé.

45. Le Groupe de travail mixte a été tenu informé de l'organisation d'une consultation d'experts en 2016 dont le but principal serait de mettre au point des orientations techniques concernant les meilleures pratiques en matière de marquage des engins de pêche, y compris des dispositifs de concentration de poisson (DCP). Cette consultation d'experts devrait permettre i) de proposer des moyens simples, pratiques et applicables de déterminer l'emplacement et le propriétaire des engins de pêches, et ii) de mettre au point un mécanisme susceptible d'être adopté de manière universelle, à l'appui des systèmes de gestion des ressources, aux fins de remplir les obligations des intéressés au titre des conventions internationales. La mise en place d'une norme pour le marquage des engins de pêche pourrait permettre de remédier en partie aux problèmes liés aux engins abandonnés, perdus ou rejetés et à la pêche INDNR.

46. Il a été indiqué que la responsabilité du marquage des engins revenait en premier lieu au propriétaire du navire et que diverses initiatives étaient prises aux niveaux national et régional concernant le marquage et la récupération des engins abandonnés, perdus ou rejetés.

47. Un État Membre a indiqué que les engins abandonnés, perdus ou rejetés et les débris marins relevaient de l'Annexe V de la Convention MARPOL et appelaient une discussion au sein du Comité des pêches à sa prochaine session concernant la mise en œuvre des impératifs. Il a par ailleurs souligné la nécessité de rendre compte des résultats de cette discussion au Comité de la protection du milieu marin de l'OMI.

48. Le WWF a présenté un document qu'il a mis au point avec le Réseau international des amis de la Terre sur la prolifération de l'utilisation des DCP et ses conséquences sur l'environnement marin. Concernant la gestion des DCP, le Groupe de travail mixte a été informé du fait des initiatives prises au niveau national et des mesures adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches. Les États Membres ont insisté sur l'importance de soutenir les organisations régionales de gestion des pêches dans la gestion des DCP.

49. Le Secrétariat de l'OMI a informé les participants au sujet de la Convention de Londres de 1972 et de son Protocole de 1996, de l'interdiction totale du rejet en mer de déchets plastiques et matériaux apparentés, notamment de matériaux de construction, ainsi que de l'apposition de dispositifs de traçage sur les équipements pour en faciliter la récupération.

50. Le Groupe de travail mixte a recommandé:

- a) à la FAO, en collaboration avec l'OMI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de mettre au point des directives internationales sur le marquage des engins de pêche (et de fournir des conseils techniques au Partenariat mondial sur les déchets marins), en tenant compte de l'Annexe V de la Convention MARPOL et des directives connexes, et autres instruments, le cas échéant; et

- b) à l'OMI, en collaboration avec la FAO, de lutter contre les risques pour la navigation et les problèmes de pollution marine causés par les débris marins, notamment par les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (par exemple les dispositifs de concentration du poisson (DCP) abandonnés, perdus ou rejetés).

CADRE JURIDIQUE DE L'OMI CONCERNANT LA SÉCURITÉ DES NAVIRES DE PÊCHE ET DE LEUR PERSONNEL (À SAVOIR L'ACCORD DU CAP; LA CONVENTION STCW; LE RECUEIL DE REGLES DE SECURITE POUR LES PECHEURS ET LES NAVIRES DE PECHE, 2005; LES DIRECTIVES FACULTATIVES POUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT DES NAVIRES DE PECHE DE FAIBLES DIMENSIONS, 2005; LES MESURES DE SECURITE RECOMMANDEES POUR LES NAVIRES DE PECHE PONTES D'UNE LONGUEUR INFERIEURE A 12 MÈTRES ET LES NAVIRES DE PECHE NON PONTES; LES DIRECTIVES POUR L'APPLICATION DE LA PARTIE B DU RECUEIL, DES DIRECTIVES FACULTATIVES ET DES MESURES DE SÉCURITÉ RECOMMANDÉES; AINSI QUE LES DIRECTIVES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ANNEXE V DE MARPOL)

Accord du Cap de 2012

51. Le Secrétariat de l'OMI a présenté l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Torremolinos de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche (Accord du Cap de 2012) ainsi que les mesures pertinentes prises par l'OMI jusqu'à présent pour en faciliter et en promouvoir l'entrée en vigueur. Il est prévu que l'Accord entre en vigueur 12 mois après sa date de ratification par au moins 22 États, dont le nombre total de navires de pêche d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres exploités en haute mer doit être au moins égal à 3 600. Or, à ce jour, seuls cinq États, représentant 694 navires de pêche, l'ont ratifié. Le Groupe de travail mixte a été informé du fait qu'à sa vingt-neuvième session, fin 2015, l'Assemblée de l'OMI devait adopter un projet de résolution visant à promouvoir la ratification de l'Accord (résolution A.1107(29)).

52. Le Groupe de travail mixte, vivement préoccupé par la lenteur du processus d'adoption de l'Accord du Cap de 2012, a recommandé:

- a) au Secrétariat de l'OMI, d'envisager plus avant, en coopération avec le Secrétariat de la FAO, l'organisation de manifestations internationales destinées en particulier aux États possédant d'importantes flottes de pêche, au cours desquelles les questions liées à l'entrée en vigueur de l'Accord du Cap de 2012 pourraient être examinées avec toute l'attention voulue, du point de vue technique et décisionnel; et par ailleurs, d'appuyer les efforts de l'OMI en matière de renforcement capacitaire;
- b) aux Secrétariats de la FAO et de l'OMI ainsi qu'à leurs États Membres et organisations régionales respectives, de mettre en commun les informations sur les processus qui intéressent l'adhésion à l'Accord du Cap de 2012 et pourraient soutenir et faciliter l'entrée en vigueur de cet instrument;
- c) à l'OMI et à la FAO, d'inviter leurs États Membres à utiliser les Directives pour l'application de la partie B du Recueil, des Directives facultatives et des mesures de sécurité recommandées, dans la mesure où celles-ci présentent un intérêt dans le contexte de l'Accord du Cap de 2012.

Convention STCW de 1995

53. Le Groupe de travail mixte s'est félicité de l'entrée en vigueur, le 29 septembre 2012, de la Convention internationale de 1995 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance de brevets et de veille (Convention STCW), qui énonce des prescriptions pour la délivrance de brevets et des exigences minimales pour la formation des équipages des navires de pêche maritime de 24 mètres de longueur et plus.

Instruments d'application volontaire élaborés conjointement par la FAO, l'OIT et l'OMI

54. Le Groupe de travail mixte a noté que le Comité de la sécurité maritime de l'OMI à sa quatre-vingt-quinzième session avait accepté de réexaminer l'annexe de la Convention STCW de 1995 en vue de faire correspondre autant que possible les normes de la Convention à l'état actuel du secteur des pêches, et qu'il avait inscrit dans le programme biennal 2016-2017 du Sous-Comité de l'élément humain, de la formation et de la veille de l'OMI, ainsi qu'à l'ordre du jour provisoire de la troisième session de ce Sous-Comité, un nouvel élément intitulé «Réexamen complet de la Convention STCW de 1995», à échéance de 2018.

55. Dans ce contexte, le Groupe de travail mixte a recommandé que l'OMI, en s'appuyant sur les conclusions du réexamen de l'annexe à la Convention STCW de 1995, entame, en coopération avec la FAO et l'OIT, une révision du document FAO/OIT/OMI destiné à servir de guide pour la formation du personnel des navires de pêche et la délivrance des brevets.

56. À cet égard, la délégation du Japon a fait observer que le réexamen de la Convention STCW de 1995 n'avait pas pour but d'élever les normes et que la coopération du secteur halieutique, et de la FAO, était nécessaire pour promouvoir l'adhésion à cette convention auprès de chaque État Membre de l'OMI.

Sécurité des observateurs

57. Le Groupe de travail mixte a examiné le document JWG 3/12 (États-Unis d'Amérique), qui donnait des informations sur la sécurité des observateurs, et proposait que la FAO, l'OMI et les ORGP mettent au point au sein de leur organisation respective des mesures visant à établir des normes et pratiques en matière de sécurité des observateurs, ou améliorer celles qui existent déjà et, le cas échéant, qu'elles en exigent la mise en œuvre, tandis que les États du pavillon doivent s'assurer que leurs programmes d'observateurs actuels ou futurs intègrent les normes et pratiques appropriées en la matière. La délégation de l'Espagne a soulevé quelques préoccupations à cet égard, soulignant que la Convention STCW de 1995 venait juste d'entrer en vigueur, et que les États Membres auraient peut-être besoin d'un peu plus de temps pour déterminer quels seraient les amendements nécessaires et appropriés.

58. À cet égard, le Groupe de travail mixte a recommandé que la FAO, en coopération avec l'OMI et l'OIT, collabore avec les organes régionaux de pêches en vue d'améliorer la sécurité des observateurs des pêches dans le cadre des programmes d'observateurs mis en place par les États et les organes régionaux de pêches.

Utilisation du Système d'identification automatique

59. Dans le prolongement de son premier tour d'horizon des moyens actuels d'identification, de suivi et de surveillance des navires (voir les paragraphes 25 à 30), le Groupe de travail mixte a recommandé que l'OMI, en coordination avec la FAO, envisage de recourir davantage au Système d'identification automatique à bord des navires de pêche commerciaux.

COLLABORATION FUTURE ENTRE LA FAO ET L'OMI

60. Le Groupe de travail mixte a évoqué les points positifs de la collaboration entre la FAO et l'OMI, la fréquence de ses réunions, ainsi que la participation d'autres organisations, à savoir l'OIT. Il a été indiqué qu'il importait de collaborer avec d'autres organisations si l'on voulait arrêter une position

coordonnée, mais que certaines recommandations risquaient de ne pas être applicables si les organisations étaient trop nombreuses.

61. À l'appui de la poursuite de la collaboration, plusieurs États Membres ont indiqué que les organes directeurs respectifs devaient prendre en considération la fréquence des réunions du Groupe de travail mixte ainsi que les fonctions qu'il assurait actuellement. Il a par ailleurs été souligné que le mandat du Groupe de travail mixte devait être centré sur la pêche INDNR et non pas être élargi.

62. Le Groupe de travail mixte a recommandé:

1. que le Groupe de travail continue de se réunir, rappelant qu'il avait été recommandé précédemment de ne pas dépasser un intervalle de cinq ans entre les réunions; et
2. que la collaboration entre la FAO et l'OMI, dans le cadre du Groupe de travail, soit étendue à l'OIT.

QUESTIONS DIVERSES

63. Le Groupe de travail mixte a été informé des réunions prévues en 2016. Il lui a par ailleurs été rappelé, dans l'optique des futures réunions, qu'il importait de soumettre les documents dans les délais.

64. Le Groupe de travail mixte a recommandé que la FAO et l'OMI rendent compte conjointement des résultats de ses réunions, pour examen par les organes compétents de chacune des deux organisations, en commençant par le rapport de la session en cours.

ADOPTION DU RAPPORT

65. Le Groupe de travail mixte a approuvé les recommandations, reproduites ci-dessus au titre des différents points de l'ordre du jour, et a chargé les Secrétariats d'établir le rapport final.

Liste des annexes

Annexe 1	Ordre du jour
Annexe 2	Liste des participants
Annexe 3	Liste des documents
Annexe 4	Document de travail
Annexe 5	Mandat du Groupe de travail mixte
Annexe 6	Déclaration liminaire de M. Koji Sekimizu, Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale
Annexe 7	Déclaration liminaire de M. Lahsen Ababouch, Directeur de la Division des politiques et de l'économie de la pêche et de l'aquaculture, Département des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

(Les annexes ne sont pas reproduites; on les trouvera dans la version anglaise du document COFI/2016/SBD.8)
